



Halte aux fabricants de malheur social ! pour changer la donne et imposer nos revendications

TOUS DANS LES RASSEMBLEMENTS DU 1^{ER} MAI

30 milliards d'€ de cadeaux au patronat = 50 milliards sur le dos des salariés, des privés d'emplois et des retraités, qui seront, au bout du compte, les seuls à se répartir la facture du pacte de responsabilité.

Ce n'est pas en appauvrissant les salariés que l'on relancera l'économie ! Ce n'est sûrement pas le sens du message envoyé par les urnes lors des dernières élections municipales.

Le gel des prestations sociales et de la revalorisation des retraites, le recul d'un an de l'application du plan pauvreté sont autant de menaces sur la cohésion sociale de notre pays.

La poursuite, pour deux ans encore, du gel du point d'indice pour les fonctionnaires est, quant à elle, une véritable provocation.

Il ne suffit pas de prononcer toutes les cinq minutes les mots « modèle social » pour garantir sa pérennité.

Comme les autres, les agents des Finances publiques sont pleinement concernés par ces nouvelles et injustes sanctions politiques.

Elles s'ajoutent aux difficultés quotidiennes qu'ils rencontrent dans leur vie professionnelle sous les coups d'une démarche stratégique qui constitue la déclinaison à la DGFIP des choix d'austérité du gouvernement et dont les suppressions d'emplois sont le socle permanent.

Dans tous les services, les conditions de vie au travail ne cessent de se dégrader, le mal vivre se généralise, les dérives autoritaristes se multiplient et les collègues dénoncent régulièrement la régression de la qualité d'accomplissement de leurs missions.

Cette politique est une voie sans issue sauf pour les affairistes, les financiers et le patronat qui poussent à la roue pour en finir avec le salaire minimum et les services publics. Leurs objectifs sont cohérents : ils veulent soumettre toutes les activités humaines à la logique du profit privé.

La baisse des cotisations sociales prônée par le gouvernement va dans leur sens. Donner moins de moyens à la protection sociale aboutira à laisser les citoyens de plus en plus seuls face à la maladie et aux risques de la vie. *Et selon que vous serez puissants ou misérables... vous pourrez vous soigner... ou pas !*

A l'inverse de ces choix régressifs :

- ▶ ce qu'il faut, c'est garantir individuellement et collectivement le progrès social ;
- ▶ ce qu'il faut, c'est une augmentation significative des salaires, des pensions et des prestations sociales ;
- ▶ ce qu'il faut, c'est assurer la préservation et le développement des Services Publics au service de l'intérêt général ;
- ▶ ce qu'il faut, c'est préserver, garantir notre système de santé, la protection sociale et son financement ;
- ▶ Et ce qu'il faut aux Finances publiques, c'est l'ouverture de négociations sur les revendications des personnels comme ces derniers l'ont exigé dans la grève du 20 mars.

A la DGFIP comme ailleurs, les clés sont entre les mains des salariés : seuls leur rassemblement et leur mobilisation sont de nature à changer la donne.

La CGT Finances publiques appelle à participer aux rassemblements organisés dans les villes de France lors du 1^{er} mai 2014. Cette journée doit constituer une étape importante de la mobilisation nécessaire et un moteur pour préparer une grande journée de grève et de manifestation dans toute la fonction publique et à la DGFIP le 15 mai prochain.



Montreuil, le 17 avril 2014

Syndicat national CGT Finances Publiques

Case 450 ou 451 •

263 rue de Paris 93514 Montreuil Cedex

• www.financespubliques.cgt.fr

• Courriels : cgt@dgifp.finances.gouv.fr

• dgifp@cgt.fr • Tél : 01.55.82.80.80

• Fax : 01.48.70.71.63